

22 SEPTEMBRE 1969 --- AN 9 DE L'INDEPENDANCE

APRÈS L'ALLOCUTION DU CHEF DE L'ÉTAT,

LE PEUPLE CONFIANT REGARDE VERS L'AVENIR ET LA GLOIRE

(Par Louis Pierre DEMBELE)

En 1883, la France commençait la conquête du pays qui, plus tard, bien plus tard — rentra dans le concert des Nations indépendantes sous le nom prestigieux de Mali. Pendant les quatre vingt années que dura la présence française, le peuple qui cria « Indépendance » le 22 septembre 1960, ne cessa de combattre pour sa dignité, comme combattirent en leurs temps les El Hadji Omar, les Babemba, les Samory Touré, et bien d'autres patriotes que le temps aujourd'hui a effacés des mémoires reconnaissantes.

L'indépendance fut et depuis, le peuple malien a poursuivi son ascension vers le bonheur bien qu'à un moment de son devenir, une politique aventureuse et dictatoriale ait voulu renter son passé, réduire à néant les immenses efforts auxquels il a consenti et enfourer dans un chaos d'exactions et la justice, et la patrie.

Ainsi, tel un enfant qui attend 9 mois pour respirer la vie à pleins poumons, la République du Mali aura attendu 9 ans pour éclore dans un jaillissement d'espérance. L'Armée que l'on créa pour la défendre a veillé sur elle et le 19 Novembre 1968, la liberté fut : réelle, vivante et féconde, et avec elle, la promesse d'un avenir meilleur.

Le lundi 22 Septembre 1969 donc, le peuple malien a célébré l'an 9 de sa libération et l'an 1 de sa liberté. Il a fêté sa victoire totale.

Dimanche 21-Septembre :

C'est dans la nuit du dimanche 21 septembre que débute-
rent les manifestations mar-
quant la fête anniversaire de
l'indépendance nationale. Ras-
semblés « Place de la Liberté »,
plus de 500 participants à la
retraite au flambeau dont les
éléments de la jeunesse, et de
la sécurité, ont parcouru la
ville en un cortège scintillant.
Empruntant l'Avenue Mama-
dou Konaté pour finir par re-
joindre le rond-point de la
Nation. Le cortège est passé
ensuite par le marché central,
l'Institut National des Arts, la
Centrale Énergie et le Stade
Mamadou Konaté, escorté tout
le long du parcours par une
foule mobile de femmes et
même de vieilles personnes as-
sociant leurs cris et leur joie
à la marée flamboyante. Ce fut
un spectacle des plus capti-
vants, grandiose comme cette
fête dont il marquait le pré-
ambule.

Lundi 22 Septembre :

Les maliens se réveillent ou
plutôt retrouvent le soleil et la
chaude voix de Bazoumana.
Les yeux sont rouges. Peu de
gens ont dormi. Poussés par
l'enthousiasme, des milliers de
personnes assiégeaient, dès les
premières lueurs de l'aube, la
tribune de laquelle, le chef de
l'Etat prononçait deux heures
plus tard sa plus longue allo-
cution, sinon l'allocution la
plus longue que jamais diri-
geant malien eût prononcée.

En effet, arrivé « Place de
l'Indépendance » à 9 heures, le
lieutenant Moussa Traoré, —
président du CMLN, chef de
l'Etat —, après avoir salué les
couleurs nationales et passé
les troupes en revue, régnait
la tribune officielle où l'avait
précédé les membres du
CMLN, les ministres du gou-
vernement, les membres du
corps diplomatique, les offi-
ciers de l'Armée ainsi que de
nombreux invités parmi les-
quels les hauts fonctionnaires
de l'Etat, les autorités munici-
pales et religieuses.

A 9 h 10, le chef de l'Etat
commença son allocution et
déclarait :

Excellences,
Mesdames,

Mesdemoiselles,

Messieurs,

Chers concitoyens,
et Compagnons d'Armée,

En commémorant aujourd'hui le
neuvième anniversaire de la pro-
clamation de la République du
Mali, permettez-moi tout d'abord
de rendre un vibrant hommage
à tous les patriotes qui au prix
de mille sacrifices et dans les
conditions souvent modestes ou
obscurcs, ont conduit notre pays
à l'indépendance.

Au nom du peuple, j'adresse
mes sincères remerciements à
tous les pays amis qui ont assis-
té pendant les premières années
de notre indépendance et qui
continuent encore à nous offrir
leur précieuse assistance pour la
promotion économique et sociale
de notre pays.

Je tiens à exprimer notre recon-
naissance et notre soutien aux
organisations internationales dont
les conseils et le concours ne nous
ont jamais fait défaut.

Nos remerciements vont enfin
à tous ceux qui, par leur pré-
sence, ont tenu à s'associer à nous
pour nous exprimer leur sympa-
thie et donner à notre Fête natio-
nale un éclat particulier.

Excellences,

Mesdames,

Mesdemoiselles,

Messieurs,

Nous commémorons cette année
l'anniversaire de la proclamation
de l'indépendance de notre pays
sous le signe du travail de l'or-
dre, de la justice et du progrès.

En prenant le pouboir le 19
novembre 1968, l'Armée, par la
voix du Comité Militaire de Libé-
ration Nationale, a proclamé sa
ferme détermination d'offrir au
peuple malien plus de bonheur,
de liberté et de justice mais dans
l'ordre et la discipline.

Nous demeurons plus que ja-
mais mobilisés pour la consolida-
tion de l'indépendance nationale
de notre pays et pour le respect
de la dignité de notre peuple.

C'est pour la réalisation de ces
objectifs primordiaux, à savoir :
consolidation de l'indépendance
nationale et respect de notre di-
gnité, que nous avons entrepris
dès les lendemains du 19 novem-
bre 1968 un vaste programme de
redressement économique et fi-
nancier.

Nous demeurons, en effet, pro-
fondément convaincu qu'aucun
peuple ne saurait rester indépen-
dant et digne sans compter sur ses
propres forces et sans utiliser
rationnellement toutes ses poten-
tialités en ressources humaines et
autres.

Compte tenu de l'expérience du
passé et des caractéristiques de
notre pays et de notre peuple,

le développement du secteur pri-
vitaire comme objectif immédiat
par la vocation agricole et pasto-
rale de notre pays n'est plus à
démontrer.

Nous pouvons d'ores et déjà
constater que dans les domaines
de la production d'importants
changements qualitatifs sont inter-
venus. En effet, dès le lendemain
des événements du 19 novembre

1968, Des opérations spéciali-
sées tendant à un encadrement
intensif, s'étendant de la produc-
tion à la commercialisation, ont
été mises sur pied.

La production cotonnière est
en tête, grâce à son encadrement
rode par l'expérience de plu-
sieurs années de pratique. Dans
la zone C.F.D.T., la construction
de magasins de stockage et d'une
usine d'égrenage à Fana complé-
te l'armature de ce projet-pilote.
Dans la même zone, il convient
de signaler également le projet
intégrer visant au démarrage d'une
véritable association de l'agricul-
ture et de l'élevage.

En ce qui concerne l'arachide,
les superficies cultivées ont
passé de 55.000 à 63.000 hectares
en zone encadrée, tandis que les
atteignent 30.000 hectares en zone
non encadrée.

L'opération du riz est installée
à Segou et couvre au départ
25.000 hectares de terres situées
dans le bassin du fleuve Niger.
Parallèlement à l'opération riz,
l'Office du Niger a mis sur pied
un programme d'équipement per-
mettant de fournir aux colons des
bruts de labour et du matériel
léger.

Par rapport aux années précé-
dentes, un encadrement de quali-
té est assuré par de jeunes moni-
teurs sortant de nos Centres d'Ap-
prentissage. Les superficies attri-
bues aux colons ont été augmentées
de 3.400 hectares soit une augmen-
tation totale de 20 % par rap-
port aux années précédentes.

Dans le domaine des Eaux et
Forêts, il a été mis en action
cette année un fonds forestier na-
tional qui a permis de procéder
aux travaux de protection cou-
vrant des forêts et des périmètres
plantés. C'est ainsi que 55.000
hectares de forêts naturelles ont
été protégés contre les feux de
brousse dans les cercles de Bama-
ko, Kayes, Niogo, Kila et Ségon,
tandis que 1.000 hectares de plan-
tation ont été entretenus dans les
cercles de Sikasso, Bamako, Ka-
yes et Kila.

Dans le cadre du reboisement,
le Service des Eaux et Forêts a
planté cette année 10 hectares de
méliha et repris entièrement une
parcelle de 110 hectares de tek
abandonnés depuis 1965 faute de
moyens.

(Suite en page 2)



« Nous n'aimons pas les bilans truqués ».

nous avons orienté nos premiers
efforts vers le secteur agricole
dont le développement harmoni-
eux doit contribuer de toute évi-
dence à la prospérité de la
Nation.

La vocation industrielle de
notre pays, bien que prometteuse,
présente encore de nombreuses
inconnues et nécessite des moyens
très puissants qui nous font en-
core défaut. C'est compte tenu de
cette réalité que nous avons choisi

1968, la suppression des champs
collectifs a provoqué chez les
paysans une grande explosion de
joie démontrant ainsi, s'il en était
encore besoin, le caractère sala-
taire de cette décision.

Dans ce secteur déterminant du
développement de notre pays, les
efforts du Gouvernement ont porté
en premier lieu pour la campa-
gne en cours sur les cultures prio-
ritaires en raison de leur carac-
tère commercial : arachides, co-

LE PEUPLE CONFIANT REGARDE VERS L'AVENIR ET LA GLOIRE

(Suite de la 1^{re} page)

Au niveau de chaque cercle, la taxe de développement a permis de créer et d'entretenir une pépinière. La chasse a été ouverte le 1^{er} janvier 1969 mettant fin ainsi aux activités des braconniers.

Dans le domaine de la Pêche, le Gouvernement a consolidé les coopératives des pêcheurs de Mopti, qui était en voie de démantèlement. Toujours dans le souci d'améliorer les produits de la pêche, le Gouvernement a décidé de confier la gestion du port de pêche de Mopti au secteur de Pêche, ce qui permet de coordonner les activités sur la ligne à poisson.

Le Service d'Elevage, après l'éradication de la peste bovine, prépare actuellement un projet contre les péripneumonies contagieuses des bovins. Nous avons déjà acquis un premier lot de matériel et de produits vétérinaires, ce qui nous permettra de mettre à la disposition des éleveurs les produits courants dont ils ont besoin.

L'amélioration zootechnique se développe et des projets sont en voie de négociation pour le ranch de Niou, la Station N'Dama de Yanfolila et un programme rationnel d'hydraulique Pastorale. Une attention particulière est portée au fonctionnement de l'Institut d'Economie Rurale et surtout à la Division de Recherche Agromomique.

En terminant le chapitre consacré aux efforts déployés par le Gouvernement dans le domaine de la Production, je voudrais exprimer notre gratitude au Fonds Européen de Développement et au Fonds d'Aide et de Coopération de la République Française dont le concours a permis le démarrage des projets qui auront à coup sûr un effet salutaire sur l'économie de notre pays.

Le second objectif prioritaire de notre programme de redressement économique porte sur le développement industriel. Dans cet important domaine, l'action de notre Gouvernement est orientée dans quatre directions principales :

1^{re} La réorganisation des structures ;

2^{re} Le bilan du premier Plan quinquennal ;

3^{re} La définition des grandes orientations pour le redressement et la préparation d'un programme triennal ;

4^{re} Le lancement de nouveaux projets industriels dont bon nombre se trouvent en instance.

En ce qui concerne la réorganisation des structures, elle a porté essentiellement d'une part sur la mise en place des directions nationales regroupant des services anciennement dispersés (Direction générale des Travaux publics, Direction générale de la géologie et des mines avec la restructuration de la SONAREM, d'autre part sur le renforcement de l'action des services de la Direction nationale du Plan et de

la Statistique par la création de nouveaux organes permettant de disposer d'un véritable outil de planification qui avait fait défaut jusqu'à présent.

C'est ainsi que furent créés :

— Un Conseil supérieur du Plan ;

— Un Comité de direction du Plan ;

— Une Commission économique et sociale ;

— Des Commissions sectorielles de planification.

Les études de réorganisation et de structuration des sociétés et entreprises d'Etat ont été poursuivies. La plupart d'entre elles ont enfin été dotées d'une comptabilité valable, tandis que certaines ont fait l'objet de réformes profondes de structures dans la recherche de la rentabilité.

Nous nous sommes attachés à l'élaboration de certains textes de base propres à orienter les investissements ; c'est ainsi qu'ont été promulgués trois ordonnances relatives à :

— Un nouveau code des investissements ;

— Un code pétrolier ;

— La révision de l'ancien code minier.

Le travail de rédaction et de synthèse du bilan du premier Plan quinquennal a été mené à son terme. Le document qui en est sorti permettra de mieux appréhender la situation économique globale du pays dont la méconnaissance interdit toute projection sur l'avenir. C'est à partir de l'analyse des données objectives de ce bilan qu'il a été procédé à la définition des grandes orientations pour le redressement.

Depuis le mois de juin 1969, les différents services et commissions nationales sont attelés à la tâche de préparation d'un programme triennal qui sera composé d'un ensemble d'opérations de développement qui soit le plus cohérent possible et dont la réalisation effective doit commencer en janvier 1970.

Parallèlement à ce travail de programmation qui a été et qui demeure au centre des activités du gouvernement, des réalisations concrètes d'équipement ont porté essentiellement sur l'industrie.

Tous les problèmes en suspens ont été résolus pour l'achèvement et la mise en fonctionnement de deux nouvelles unités industrielles : la cimenterie de Diamou, d'une capacité de 50.000 tonnes et la tannerie avec fabrique de chaussures à Bamako (35.000 paires de chaussures et 20.000 peaux lannées).

Ces deux importantes unités industrielles réalisées grâce à la coopération avec l'URSS et la République Populaire de Chine, seront mises en exploitation avant la fin de l'année en cours.

Il a été procédé à la mise au point et au lancement de douze projets industriels nouveaux à financement assuré pour un montant global d'environ six milliards cinq cent millions de francs maliens, dont les réalisations effectives débiteront sur le terrain avant la fin de l'année. Pour n'en citer que quelques-uns, on peut noter :

1^{re} L'usine de matériel agricole dont l'Etat est le promoteur ;

2^{re} Une nouvelle usine de textile pour l'impression, qui a pour promoteur l'Etat, associé avec un important groupe privé européen ;

3^{re} Une usine de montage de cycles et cycloMOTEURS ;

4^{re} Une fabrique de pâtes alimentaires ;

5^{re} Une usine d'émallage ; toutes les trois dernières ayant des industriels privés comme promoteurs.

A travers ces indications, on voit apparaître la politique qui a été définie pour donner une impulsion nouvelle aux investissements pour le développement industriel basé sur une répartition équilibrée et réaliste des interventions de l'Etat et du secteur privé.

Je voudrais noter en passant que grâce au nouveau code des investissements et au nouveau code minier, des groupes financiers et industriels de renommée mondiale mènent actuellement avec le gouvernement d'importants projets pour la recherche et l'exploitation des ressources minières.

Il faut noter enfin que les travaux des routes inter-Etats vers la Haute-Volta, se sont poursuivis normalement et doivent s'achever en juillet prochain, ajoutant ainsi 190 km à notre réseau bitumé.

L'appel d'offres pour la réalisation de l'aérodrome international de Ségou a été lancé et les travaux de construction devraient commencer à la fin de l'année.

Maliennes et Maliens,

Comme vous pouvez le constater, grâce à la confiance des citoyens et de nos partenaires aux nouvelles institutions nationales et grâce au réalisme et au dynamisme du Comité Militaire de Libération Nationale et du gouvernement, des progrès notables sont d'ores et déjà enregistrés dans les domaines de la production et du développement industriel.

Cependant, la situation financière du pays reste toujours préoccupante à cause du lourd héritage légué par l'ancien régime. L'assainissement des finances publiques constituant à l'heure actuelle une préoccupation majeure, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement se sont hardiment attelés à cette tâche difficile en dressant d'abord un bilan de huit années de gestion de l'ancien régime.

Ce bilan a été présenté sans tarder à la conférence nationale des cadres tenue dans notre capitale du 25 au 31 juillet 1969, conférence qui fut la plus importante, jamais réunie depuis l'indépendance puisqu'elle groupait plus de 1.400 participants venus de toutes les régions du pays et issus de toutes les couches socio-professionnelles de la nation.

Sans vouloir revenir sur les rapports suffisamment fouillés et documentés, distribués à tous les délégués qui ont eu tout le loisir, une semaine durant, de les étudier, analyser et critiquer, il n'est pas inutile cependant de rappeler à cette occasion certains points de repère indispensables pour nous orienter dans nos futurs choix et nous permettre de fixer nos prochaines décisions.

Tout d'abord un déficit budgétaire chronique, ensuite un endettement extérieur colossal dont le remboursement hypothèque pour de longues années encore nos efforts de production. Enfin une balance des paiements chroniquement déséquilibrée accusant en moyenne un solde déficitaire de 7 à 8 milliards de francs maliens par an, provoqué essentiellement par une balance commerciale fortement négative qui souligne ainsi que nous consommons beaucoup plus que nous ne produisons et ne vendons à l'étranger, c'est-à-dire en termes économiques, que nous vivons largement au-dessus de nos moyens.

Aujourd'hui, l'Etat pour vivre médiocrement, c'est-à-dire pour pouvoir payer régulièrement tous les mois ses agents et fonctionnaires, est obligé de compter sur une subvention budgétaire d'un Etat ami mais étranger, dont le

montant pour l'année en cours est de trois milliards de francs maliens, soit un tiers du montant annuel des salaires et traitements versés par l'Etat.

Il est clair que les Soldats que nous sommes ont une conception de l'honneur malien et de la dignité nationale, qui ne peut s'accommoder plus longtemps d'une situation aussi humiliante.

C'est pourquoi nous n'avons pas attendu de connaître ce bilan pour agir et prendre les décisions qui s'imposaient à mesure que les pans du voile se levaient pour laisser apparaître le sombre tableau d'une gestion désastreuse.

C'est ainsi que sur le plan strictement budgétaire, le rythme d'expansion et d'exécution des dépenses, a pu être contenu à un niveau compatible avec la progression des ressources ordinaires de la trésorerie. La loi de finances rectificative adoptée tout récemment, qui a permis de réduire le déficit budgétaire d'un milliard a voulu traduire ainsi cette volonté de rigueur dans la gestion de nos finances publiques.

D'autre part, le budget s'est exécuté en recettes de manière satisfaisante, puisque pour la première fois depuis 1962 les rentrées fiscales notamment en matière de taxation directe ont atteint, à quatre mois de la clôture de l'année budgétaire, plus de 90 pour cent des prévisions, alors que le taux moyen de recouvrement, en ce qui concerne notamment le minitaxi (taxe), a oscillé autour de 76 pour cent pendant plus de six ans, malgré pourtant le caractère prétendument « populaire » du régime défunt et les énormes moyens de pression dont celui-ci disposait.

En me félicitant de ces résultats, qui témoignent d'un réveil de l'esprit civique chez les Maliens, je veux cependant m'adresser, je le sais, à tous nos compatriotes, notamment dans les premières et sixième régions et dans les communes urbaines, pour les inviter avec fermeté à acquiescer au plus élémentaire de leur devoir civique, celui de payer leurs impôts.

C'est en effet dans la seule mesure où nous pourrions mobiliser toutes nos ressources et compter sur nos propres forces, que nous aurons plus à solliciter d'un pays étranger une subvention budgétaire importante pour pouvoir payer nos fonctionnaires, régler les dépenses courantes de nos ambassades, de nos hôpitaux, de nos écoles, voire assurer notre sécurité et notre défense.

Car, reprenant les termes de la déclaration que j'ai faite le 22 novembre 1968, c'est-à-dire au lendemain même de la prise du pouvoir par l'Armée, je tiens à répéter que s'il n'y a aucune honte à solliciter très largement au nom de la solidarité internationale l'aide extérieure pour la mise en œuvre de nos programmes d'investissements et l'exécution de notre budget d'équipement, nous ne pouvons en revanche continuer à dépendre d'un pays étranger, même ami, pour assurer les dépenses courantes et permanentes de l'Etat.

C'est dire que toute subvention budgétaire étrangère est par nature l'aliénation partielle de l'indépendance et de la dignité nationales. Voilà pourquoi il nous faudra à tout prix équilibrer le budget de fonctionnement de l'Etat.

Voilà pourquoi encore la prochaine loi de finances pour l'année 1970 comportera d'ores et déjà un certain nombre de dispositions tendant à une compression sévère des dépenses et à une augmentation sensible des recettes fiscales, mais de telle sorte que les sacrifices qu'entraîneront

fatallement et pour tout le monde ces nouvelles mesures d'austérité, soient équitablement répartis entre toutes les couches sociales de la nation.

Par ailleurs, sur le plan économique, notamment commercial, chacun peut noter les indices d'une reprise réelle de l'activité générale comme, par exemple, le renouvellement rapide du parc automobile de la capitale en particulier, composé désormais d'un grand nombre de véhicules neufs, ou encore les villas toutes neuves qui commencent à embellir notre capitale et les nombreux chantiers qui surgissent un peu partout.

Voilà bien le signe évident que la confiance renaît peu à peu grâce d'une part aux mesures de libération immédiate prises par le Comité Militaire de Libération Nationale, qui, au lendemain des événements du 19 Novembre 1968, a aussitôt décrété et mis en application le principe de la libre circulation des biens et des personnes et, d'autre part, grâce aussi aux nouvelles dispositions prises par ordonnance en février dernier, relatives à l'organisation de la profession de commerçant.

Cette dernière ordonnance qui se substitue à l'ancienne loi sur le commerce, vise trois objectifs :

— Faciliter l'exercice de la profession ;

— Discipliner et contrôler la profession de telle sorte que les commerçants participent effectivement à la promotion de l'activité économique tout entière ;

— Enfin protéger les intérêts nationaux.

Les résultats obtenus depuis l'application de la nouvelle loi, sont encourageants : Cent quinze commerçants viennent d'être agréés dans le seul district de Bamako, et environ mille dossiers sont en cours d'examen devant les différentes commissions d'agrément.

Toutefois, nous constatons avec regret, que les regroupements de commerçants ont été rares. C'est pourquoi de nouvelles mesures d'assujettissement seront prochainement apportées à la nouvelle loi sur le commerce, afin de faciliter la création de sociétés commerciales qui seules peuvent hâter la promotion du secteur privé malien et la modernisation de nos circuits commerciaux traditionnels.

Ainsi le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement n'ont ménagé aucun effort pour créer un climat de confiance auprès de nos commerçants et favoriser leur participation effective au développement économique et social de la nation. Mais l'occasion est propice pour dire très franchement et très clairement que nos commerçants n'ont pas encore répondu, comme nous étions en droit de l'attendre, à nos espoirs et à notre appel.

Et nous n'en voulons pour preuve que les conditions lamentables, voire inadmissibles, dans lesquelles s'est déroulée cette année la campagne de commercialisation des céréales, notamment du mil. En effet, fidèle aux engagements du Comité Militaire de Libération Nationale concernant la libre circulation des grains, le gouvernement n'a pas hésité à associer sans réticence les commerçants privés à la campagne de commercialisation du mil, en autorisant l'Office des Produits Agricoles du Mali à utiliser très largement leurs services.

C'est ainsi que l'OPAM a mis à la disposition de certains commerçants bien connus, une somme d'un demi milliard de francs maliens. Mais le montant global des achats de mil réalisés, était

(Suite en page 3)

COMMUNIQUE

L'Office Malien du Bétail et de la Viande

Le Président-directeur général de l'Office malien du Bétail et de la Viande, invite tous les créanciers de la SONAFA de bien vouloir présenter leurs titres de créances dans les meilleurs délais, et ce en vue de la liquidation de ladite Société.

PETITE ANNONCE

A VENDRE ID 19 noire, Ambassade de Pologne. Tél. 35-46.

Le Peuple confiant regarde vers l'avenir et la gloire

(Suite de la page 2)

à peine supérieur à 210 millions de francs maliens, représentant 8.325 tonnes environ, alors qu'aux termes des engagements souscrits, ces mêmes commerçants devaient fournir à l'OPAM 20.000 tonnes de grains environ.

Quant aux 305 millions correspondant au reliquat de l'importante avance ainsi consentie, les bénéficiaires les ont utilisés illégalement, en effectuant des achats de mil soit à des fins spéculatives, soit destinés à l'exportation clandestine ou comme fonds de roulement pour leur commerce. Nous avons été amenés ainsi à prendre de sévères mesures de coercition à l'encontre de ces commerçants au comportement antinational, afin d'obtenir le remboursement des fonds qui leur avaient été avancés par l'OPAM dans l'unique but d'acheter des céréales pour le ravitaillement des régions défavorisées.

Ainsi, des commerçants maliens, en qui nous avions pleinement confiance, n'ont pas hésité en surprenant notre bonne foi à spéculer sur la disette et la faim pour réaliser, au détriment des intérêts supérieurs de nos populations laborieuses, des super-profits scandaleux, en exportant frauduleusement dans les pays voisins où les cours étaient particulièrement favorables du fait de la différence de parité entre les monnaies, d'importantes quantités de mil très souvent payées avec les fonds prêtés par l'OPAM.

Aussi, devant une telle situation, le Gouvernement a réagi avec promptitude, en procédant, en moins de trois mois à des importations massives de mil et de riz, mais qui auront coûté au pays environ trois milliards de francs maliens empruntés au système bancaire et payés en devises et dont le remboursement a entraîné, hélas ! une hausse sensible du prix des céréales, malgré le concours financier appréciable apporté par l'Etat pour en atténuer les effets.

Nous n'avons pas le choix, car notre devoir envers la nation ne nous permettait pas de laisser la famine s'installer dans le pays et abandonner les couches laborieuses et les chefs de famille à la merci des trafiquants avides de profits.

Dans le même temps, nous obtenions une aide alimentaire importante sous forme de céréales diverses, offerte spontanément par des pays amis comme les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Allemagne fédérale, ou accordée par les organismes internationaux tels que la CEE, et auxquels il m'est particulièrement agréable de renouveler, en cette circonstance solennelle, l'expression de notre gratitude.

Aujourd'hui, grâce à ces différentes interventions l'OPAM dispose de stocks suffisants pour couvrir nos besoins de consommation au-delà de l'année.

Mais la leçon n'aura pas été perdue. Dès la prochaine campagne de commercialisation, et sans revenir pour autant sur les mesures de libération édictées par le Comité Militaire de Libération Nationale, des dispositions adéquates, déjà étudiées, seront prises pour permettre à l'OPAM d'utiliser et le rôle ont été si dramatiquement mis en relief par cette expérience vécue, de répondre à sa vocation et de remplir pleinement sa mission pour le plus grand bénéfice de nos populations laborieuses.

Profitant de l'occasion et en vue de l'ouverture de la prochaine campagne de commercialisation, je lance un appel pressant aux commerçants honnêtes et je leur demande de faire en sorte que le Comité Militaire de Libération

Nationale et le gouvernement ne soient pas amenés à regretter et à remettre en cause les mesures de libération prises dans le but de leur faciliter l'exercice de la profession de commerçant. Le devoir national de chaque commerçant doit être avant tout, d'assurer le ravitaillement du marché intérieur et de respecter les prix homologués par le gouvernement.

Malgré la solennité de la cérémonie qui nous réunit aujourd'hui, il m'a paru nécessaire de porter ces informations à la connaissance des populations et des salariés en particulier, afin que le peuple puisse apprécier à leur juste valeur les efforts déjà déployés par le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement, de manière à mieux saisir la portée et la signification des mesures conservatoires que l'Etat sera en droit de prendre pour la prochaine campagne de commercialisation des céréales de grandes consommations, campagne de commercialisation au cours de laquelle nous comptons sur la compréhension des paysans dont le sort est intimement lié à celui des salariés par le fait des travailleurs communaux et de la solidarité qui caractérisent notre société.

Toujours dans le domaine du redressement économique et financier, il est réconfortant de souligner qu'en matière de mouvement bancaire, les événements du 19 novembre 1968 ont provoqué chez les commerçants résidant au pays, aussi bien que ceux installés à l'étranger, un regain de confiance et un engagement plus marqué dans les activités économiques.

Au cours des mois écoulés, la Banque du Développement du Mali s'est efforcée de dépasser son rôle de banque commerciale et de dépôts, pour jouer celui de Banque de Développement.

A cet égard, nos efforts ont tendu vers la mobilisation de ressources liquides suffisantes pour promouvoir l'expansion économique. Cette action a été menée dans deux directions principales :

a) la reconversion de l'accord de clearing avec le Ghana en un accord commercial comportant pour les deux parties l'obligation de payer les transactions en devises convertibles.

Le nouvel accord, tout à l'avantage de notre pays, nous permet d'enregistrer les recettes mensuelles en devises d'environ 100 millions.

b) la négociation avec les organismes financiers en vue d'obtenir des concours à long terme pour lancer d'une part des opérations de développement agricole par un système de crédit aporé aux paysans, d'autre part par la prise de participation au nom du gouvernement, du capital action de nouvelles unités industrielles. Ces négociations sont en voie d'aboutir à des résultats concrets.

Bien que gravement préoccupés par les problèmes brûlants du redressement économique et financier, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement ont apporté une attention particulière à la justice et aux questions sociales.

C'est ainsi que dans le domaine judiciaire, la décision du Comité Militaire de Libération Nationale et du gouvernement de restaurer en République du Mali la légalité de la justice et le respect de la dignité de chaque citoyen, a été matérialisée par une série de mesures depuis les événements historiques du 19 novembre 1968.

En effet, de nombreuses personnes arbitrairement détenues, ont recouvré leur liberté en bénéficiant de grâce.

Une ordonnance en date du 2 septembre 1969 porte grâce amnistiant des infractions pour délits d'expression, d'agression, de

propagation de certaines nouvelles et infractions connexes commises entre le 22 septembre 1960 et le 19 novembre 1968 ; l'exécution de cette ordonnance est en cours et les citoyens qui ont été privés de leurs droits civiques et civils pour avoir résisté à l'oppression d'un pouvoir dictatorial, seront réintégrés dans leurs droits.

La réhabilitation de l'autorité judiciaire est amorcée :

— La cour suprême est devenue la troisième institution nationale ;

— La justice accomplira la mission qui lui est assignée en toute indépendance, sans intrusion du politique, comme je l'ai solennellement déclaré le 5 septembre 1969 à l'occasion de la cérémonie d'installation des membres de la cour suprême ;

— La restructuration de notre appareil judiciaire donnera plus de dynamisme à nos institutions judiciaires dont les conditions de bon fonctionnement sont préoccupantes pour le gouvernement.

Dans le domaine social, la création d'un secrétariat d'Etat aux affaires sociales, marque de façon équilibrée la ferme détermination du Comité Militaire de Libération Nationale et du gouvernement d'accélérer la promotion sociale des populations et de la femme malienne en particulier.

Des sa création, le secrétariat d'Etat aux affaires sociales a été guidé dans son action par le souci de consolider et d'améliorer l'infrastructure sociale existante.

À partir du 19 novembre 1968, il existait 58 centres sociaux sur l'ensemble du territoire national. Ils étaient animés par des aides sociales qui suppléaient les assistants sociaux régionaux. Mais les activités qu'on menait dans ces centres ne correspondaient pas toutes à nos besoins réels.

Il fallait donner un contenu nouveau et dynamique à ces centres. Le secrétariat d'Etat aux affaires sociales s'est attelé à cette tâche de réadaptation des différents centres sociaux aux besoins de nos populations.

Ainsi dans le domaine de la protection de l'enfance, une campagne de lutte contre le paludisme a été engagée au niveau des centres urbains par la réaquisition systématique des enfants de zéro à cinq ans, à titre préventif. Pour combattre la malnutrition, un centre expérimental de nutrition a été créé à Hamdallaye (Bamako).

La Pouponnière d'Accueil, institution sociale qui recueille les bébés privés de leur mère, a été réorganisée.

Dans le domaine de la délinquance juvénile, le secrétariat d'Etat aux affaires sociales, animé du souci d'extraire les mineurs de la prison civile où ils risquent d'être perversifiés davantage avant leur jugement, a envisagé l'ouverture, au cours de cette année, d'un centre d'observations où ils seront regroupés et étroitement suivis par une équipe de spécialistes comprenant un psychiatre, un psychologue, un juge des enfants et une assistante sociale spécialisée en délinquance juvénile.

S'agissant de l'éducation préscolaire, le secrétariat d'Etat aux affaires sociales ouvrira dès le premier octobre dix garderies d'enfants dont cinq à Bamako. A cet effet, trente monitrices recrutées sur concours subvont un stage de trois mois dans les jardins et garderies d'enfants relevant de ce département.

Camarades salariés, malgré les difficultés économiques et financières du pays que vous connaissez parfaitement, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement sont vivement préoccupés par la recherche de solution permettant une amélioration de vos conditions de vie.

En effet, le ministère des finances étudie actuellement les mesures devant aboutir à une élévation de votre pouvoir d'achat, mais dans le cadre bien entendu de notre politique d'austérité et de nos moyens très limités.

Bien que ne pouvant pas dans les circonstances actuelles entreprendre des projets de grande envergure ayant une forte incidence financière, le gouvernement est en train d'opérer des correctifs aux statuts particuliers institués par les lois du 3 août 1968, statuts qui dans leur application ont présenté des insuffisances et des lacunes sérieuses.

Plusieurs projets d'ordonnance relatifs à l'adoption de ces nouveaux statuts, sont déjà élaborés par le ministère du travail et seront bientôt soumis à l'approbation du gouvernement.

Dans le même ordre d'idées le ministère du travail est en train d'étudier des régularisations de situations administratives liées soit à des précédents déjà créés, soit à des injustices flagrantes commises au préjudice de certains agents.

Ces ajustements sectoriels à incidence financière limitée, seront bientôt réalisés afin d'assainir le climat social dans le monde du travail.

D'autre part, le statut des travailleurs des sociétés et entreprises d'Etat déjà mis au point par le département du travail, sera bientôt soumis à l'approbation du gouvernement.

D'autre part, la Commission nationale de réforme administrative créée par le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement, sous la direction du ministère du travail est très activement et consciencieusement.

Dans le même ordre d'idées, les récentes réformes intervenues au niveau du ministère du travail, permettront de rendre plus efficaces et plus dynamiques les différents services et directions s'occupant des problèmes des travailleurs.

Le développement de la production, du commerce et de l'industrie étant conditionné en grande partie à l'amélioration des conditions de transports, des télécommunications et du tourisme, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement ont apporté une attention particulière à ce secteur très important.

Dans le but de rendre les transports routiers moins onéreux plus efficaces et plus dynamiques, il a été créé une direction générale des transports chargée des études et un secrétariat général s'occupant du contrôle, de la gestion et de l'organisation des structures des sociétés et entreprises d'Etat.

L'action de redressement entreprise à la faveur de l'institution d'une direction commune pour la RTM et le TUB, a permis d'améliorer sensiblement la situation de ces deux entreprises. La mise en exécution des projets d'équipement adoptés par le dernier conseil d'administration, et la construction très prochaine de la base industrielle par le gouvernement de la République Fédérale Allemande, permettront dans un proche avenir d'assurer la rentabilité de l'ensemble RTM - TUB.

L'orientation générale de la RTM sera les transports sur les grands axes, tandis que la section des transports urbains intensifiera son trafic dans notre capitale, en substituant progressivement des minibus aux grands cars dont le coefficient de remplissage n'est presque jamais atteint.

Parallèlement, les transporteurs privés ont été organisés en coopérative par région et leurs activités sont coordonnées et orientées par l'Office National des transports routiers. C'est ainsi que, malgré les grandes distances et le mau-

vais état des routes, le ravitaillement en céréales et en marchandises de première nécessité a été assuré régulièrement dans les villes isolées comme Niara, Yelméné, Kénéba, Nara, Gao etc.

En ce qui concerne les transports fluviaux, la compagnie malienne de navigation, longtemps assujettie à l'ENCOM, a retrouvé son autonomie au début de 1969. Les réformes de structures déjà entreprises et les projets d'équipement en cours, permettront d'ores et déjà d'espérer la rentabilité prochaine de cette compagnie dont les activités ont commencé à s'étendre sur le fleuve Sénégal.

Le réseau ferroviaire qui a connu jusqu'en 1968 de grosses difficultés, connaît actuellement des améliorations sensibles grâce à l'utilisation rationnelle d'un important prêt consenti par la banque internationale de reconstruction et de développement.

C'est ainsi que la capacité de transport qui se situait dans les années précédentes aux environs de 2.000 tonnes par semaine, atteint actuellement 4.500 tonnes par semaine et ce nouveau tonnage sera de loin dépassé lorsque tout le matériel commandé sera livré et que les ateliers de réparation seront réalisés.

En ce qui concerne les transports, des réformes qualitatives sont intervenues depuis le 19 novembre 1968. C'est ainsi que l'aviation civile chargée de l'étude et de l'entretien des pistes secondaires et de la réglementation des transports, a considérablement amélioré ses méthodes et la qualification de son personnel.

Le service de la météorologie, presque intégré à l'ASEGNA pour la protection et la sécurité de la navigation aérienne, s'équipe actuellement pour intervenir sur le plan national dans le domaine particulier de l'agriculture qui constitue pour le moment le principal support économique de la nation.

Pour ce qui est de la compagnie Air Mali, sa rentabilité sur les lignes intérieures ne fait plus de doute. On peut même dire que ses moyens sont insuffisants en raison de l'importance du trafic intérieur. C'est pour cette raison que le gouvernement est en train d'examiner des possibilités et des formules de coopération, d'association et même d'intégration avec d'autres compagnies pour ce qui est de l'exploitation des lignes extérieures, surtout en prévision de la prochaine mise en exploitation de l'aérodrome international de Ségou prévue pour 1971.

En ce qui concerne les aéroports, vous avez pu constater les aménagements qui font de l'aéroport de Bamako un des plus coquets de l'Ouest africain. Des aménagements analogues sont prévus également pour les aéroports de Mopti, Tombouctou et Gao. En raison de sa position intérieure, le transit est un secteur vital où l'Etat doit intervenir, et des études sont en cours pour la création d'une société mixte dans ce domaine.

Dans le secteur des Postes et Télécommunications, l'Office des PTT qui était pendant longtemps déficitaire a pu, grâce aux efforts persévérants de sa direction, remonter la pente et les premiers résultats d'exploitation en 1969 laissent prévoir un bénéfice au terme de l'exercice en cours.

Comme réalisation de l'Office des PTT pendant l'année en cours, de nombreux bureaux secondaires ont été ouverts et il a été procédé à l'extension du réseau téléphonique de Bamako ainsi qu'à la réfection et à l'amélioration de plusieurs lignes. Par ailleurs un grand projet qui consiste à la construction de lignes définitives entre Bamako et Mopti, est soumis

(Suite en page 4)

Le Peuple confiant regarde vers l'avenir et la gloire

(Suite de la page 3)

actuellement au financement du Fonds Européen de Développement. L'amélioration du réseau Teler, l'installation d'un central automatique à Ségou et à Mopti, ainsi que l'extension de l'automatique de Bamako vers Bougouni, se trouvent intégrées dans ce rôle.

Le domaine du tourisme et des hôtelsiers pourtant plein de promesses dans notre pays, avait été jusqu'ici insuffisamment exploité. Mais depuis le début de 1969 beaucoup d'efforts ont été déployés et de nombreux contacts ont été pris aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

L'exploration des sites est entreprise et l'établissement des chaînes touristiques s'ensuit avec la même détermination. Le développement du tourisme étant conditionné aux structures d'accueil, une réorganisation de la société des hôteliers est déjà entreprise.

Quant à l'Hôtel de l'Amitié, la plus grande unité dans ce domaine, il est en voie d'achèvement et de nombreux contacts sont déjà pris pour sa mise en gérance selon des formules actuellement à l'étude.

Malienne et Maliens, Comme vous le savez, le sous-développement qui caractérise les nations ayant récemment accédé à l'indépendance nationale n'est pas dû essentiellement à la pauvreté de nos pays en matières premières et en moyens financiers, mais surtout au manque notoire de cadres et de techniciens nationaux qualifiés. C'est compte tenu de cette réalité, que dès les lendemains des événements du 19 novembre 1968, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement se sont attelés à l'amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé dans nos écoles, en supprimant les cours d'idéologie qui contribuaient dans la plupart des cas à former des théoriciens littéraires et des politiciens opportunistes, mais de médiocres travailleurs.

C'est dans le but de permettre d'appliquer correctement l'enseignement aux exigences de notre développement, que le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement ont suscité la tenue d'un séminaire national sur l'enseignement, séminaire organisé à Bamako en décembre 1968.

Au terme de ce séminaire, d'importantes recommandations ont été faites relatives tant à la structure de notre système d'enseignement qu'à la durée des études, à l'orientation des élèves et au recyclage permanent du personnel enseignant.

C'est dans le cadre de recommandations du séminaire que dans l'enseignement fondamental il a été mis fin aux créations anarchiques des classes et aux recrutements désordonnés des élèves.

Par contre, le ministère de l'Éducation Nationale a procédé à un développement normal des classes existantes. C'est ainsi qu'en comparant l'effectif actuel des élèves de l'enseignement fondamental à celui de 1968, on constate une augmentation de 7.108 élèves.

Le regroupement opéré au niveau toutes les écoles ayant des seconds cycles, a eu pour conséquence heureuse le retour au premier cycle d'un grand nombre de maîtres expérimentés et consciencieux.

C'est dans ces conditions que le gouvernement a pu déployer de l'enseignement les éléments à peine lettrés qui avaient été recrutés par l'ancien régime alors qu'ils n'avaient ni la vocation, ni la capacité d'enseigner.

Toujours dans le souci d'améliorer le niveau du personnel enseignant, la durée de la formation dans les CPR a été portée de un à deux ans, tandis que celle des écoles normales a été portée de trois à quatre ans.

S'agissant des 1.540 élèves admis cette année à l'examen du

1968, ils seront orientés dans les différents établissements, compte tenu d'une part des options formulées par ces postulants, mais aussi et surtout en fonction des besoins de la nation.

Comme je l'ai déclaré au cours de la conférence nationale des cadres tenue à Bamako du 25 au 31 juillet 1969, notre objectif est de ne pas couper les élèves de l'enseignement fondamental de leur milieu social habituel. Les enfants ayant passé sur les bancs de l'école ne pouvant pas être des fonctionnaires ou des bureaucrates, il est indispensable que l'école leur contribue à la réhabilitation et à la modernisation de l'agriculture.

C'est dans cette perspective que les centres d'orientation pratiques vont commencer à fonctionner bientôt. Les experts du Bureau International du Travail (BIT) chargés de l'exécution de ce projet sont déjà en place, et une promotion de jeunes maîtres destinés à des centres doit entrer à l'Institut Polytechnique Rural de Kati, bougou à la prochaine rentrée scolaire.

Malgré nos moyens limités, des efforts particuliers ont été faits pour le développement de l'enseignement secondaire tandis que l'enseignement technique et professionnel a été doté de deux nouvelles créations au début de l'année en cours. Il s'agit de l'École nationale des postes et télécommunications et de l'école centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration.

La formation des cadres supérieurs constitue pour nous un impératif majeur car l'assistance technique des experts des pays amis doit être considérée comme un simple appoint à caractère temporaire.

Ouvrir à toutes les valeurs humaines, le Mali envoie des étudiants dans tous les pays pris en compte par nos programmes, objet étant d'avoir des cadres entraînés dans la construction nationale et possédant de plus en plus la maîtrise de la science et de la technique en vue de servir notre pays au sous-développement.

C'est aussi que nous avons actuellement des étudiants poursuivant leurs études d'enseignement supérieur dans vingt-neuf pays.

Parallèlement à la formation des cadres à l'étranger aussi, bien dans nos écoles nationales telles que l'école normale supérieure, l'école nationale d'administration, l'école nationale des ingénieurs, l'Institut polytechnique rural et l'école des assistants médicaux du Point-G, qui ouvrira ses portes en janvier 1970, des efforts seront déployés pour la réorganisation de la jeunesse.

C'est ainsi qu'un séminaire groupant tous les cadres de la Jeunesse et des Sports s'est tenu du 27 au 30 décembre 1968 à Bamako sous la présidence du Ministre de l'Éducation nationale. Ce séminaire a défini clairement les nouvelles structures et l'orientation de la jeunesse malienne dans les domaines suivants : sports, activités dirigées, arts et culture.

Conscients du rôle de la jeunesse dans le développement du pays, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement continueront à apporter une attention particulière à l'éducation et aux activités de la jeunesse.

Dans le domaine de la santé, nos efforts au cours de l'année 1969 ont porté notamment sur :

— Le maintien et l'amélioration de l'infrastructure sanitaire de base, l'équipement et l'approvisionnement des formations ;

— La lutte contre les maladies transmissibles et en particulier pour ne citer que quelques exemples saillants :

— L'endiguement de l'épidémie de méningite qui aurait pu

prendre des proportions encore plus importantes ;

— La poursuite de la campagne d'éradication de la rougeole et de la variole, avec l'assistance généreuse de l'OMS et de l'UNICEF.

— La consolidation de la campagne contre l'onchocercose dans la troisième région, avec l'assistance du Fonds européen de Développement, ce qui a permis l'exploitation intensive des terres fertiles naguère abandonnées ;

— Le démarrage et l'achèvement de la campagne de vaccination contre la tuberculose dans la quatrième région, avec l'aide de l'OMS et de l'UNICEF.

Parallèlement à cette médecine de masse, la médecine curative dans nos formations hospitalières, aussi bien que dans nos dispensaires et maternités est allée se renforçant et s'améliorant sans cesse, si bien que durant l'année 1969 nous n'avons eu à évacuer sur l'extérieur que 10 malades contre 39 en 1968, ce qui constitue une économie non négligeable.

Le niveau de la formation professionnelle des cadres médicaux va se renforcer par l'ouverture prochaine de l'école des assistants médicaux et l'Institut de physiologie humaine dont les travaux ont démarré.

À un niveau des régions, les gouverneurs et commandants de cercle militaires ont largement contribué à la restructuration des formations sanitaires et à l'application des mesures d'hygiène et d'assainissement.

Au nom de l'Armée et du gouvernement, je leur exprime toute ma gratitude ainsi qu'à toute les institutions d'aide bilatérale ou internationale qui continuent de nous assister dans la protection et la promotion de la santé de nos populations.

Bien que préoccupés par les graves et difficiles problèmes du développement économique et financier, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement ont pratiqué une diplomatie active pour renforcer la compréhension, la coopération et l'amitié avec les autres États, particulièrement avec les pays voisins. Nous sommes fiers de constater que les malentendus et les manifestations d'intolérance qui assombrissaient nos rapports avec les pays voisins sont maintenant dissipés, ouvrant ainsi de larges perspectives de coopération loyale et sincère.

La coopération avec les pays industrialisés se développe et se manifeste par les nombreuses offres d'investissements dont le gouvernement est saisi. Du 19 Novembre 1968 à maintenant, nous avons participé et apporté notre contribution à toutes les importantes conférences et réunions internationales où sont discutés les problèmes concernant le continent africain et ceux touchant la paix et la sécurité internationales.

Maliennes et Maliens, la commémoration de l'Anniversaire de la proclamation de l'indépendance est traditionnellement l'occasion de présenter un bilan. En tant que Soldats, nous avons tenu à vous présenter objectivement et honnêtement les modestes réalisations effectuées depuis le 19 Novembre 1968, car nous n'avons ni l'intention ni l'habileté des politiciens professionnels pour exposer des bilans truqués. En effet, notre honneur de Soldat nous fait obligation de vous présenter sans fard ce que le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement ont pu réaliser depuis que l'Armée a pris le pouvoir.

Comme j'ai en plusieurs fois l'occasion de vous dire, la situation économique et financière du pays reste toujours préoccupante. Pour réaliser l'assainissement

des finances publiques, des sacrifices seront encore demandés au peuple. Le gouvernement sera plus exigeant dans le domaine du travail et dans la gestion des biens publics, mais la priorité de tous ces sacrifices est de toutes ces exigences est de sauvegarder la dignité de notre peuple, consolider notre indépendance nationale et assurer le plus rapidement possible plus de bien-être aux populations malienues. Ce qui reste à faire est immense et sans espoirs, mais nous avons confiance en l'avenir car la confiance renait à l'intérieur comme à l'extérieur.

Conscient de la vocation traditionnelle de l'Armée de défendre la sécurité intérieure et extérieure de l'État, le Comité Militaire de Libération Nationale a pris toutes les dispositions nécessaires pour l'organisation, le renforcement et l'efficacité des forces armées, de la gendarmerie et des agents de police.

Les unités individuelles, la sécurité des biens et des personnes étant désormais garanties pour tous par l'Armée, les citoyens doivent s'atteler avec patriotisme au travail de redressement économique et financier pour assurer le rayonnement et la prospérité de notre pays, étant bien entendu que chaque individu est assuré de jouir en toute liberté du fruit de son travail.

Mais je tiens à préciser que la liberté ne signifie pas désordre, indiscipline, inconscience professionnelle, dépravation et dégradation des mœurs.

Dans le cadre de la maîtrise de l'ordre, de la défense et de la sécurité du pays, je tiens à rendre un hommage mérité aux officiers, sous-officiers, caporaux et soldats de l'Armée, de la gendarmerie, de la garde républicaine et de la police, dont la vigilance et le sens profond du devoir envers la nation ont permis au Comité Militaire de Libération Nationale et au gouvernement de se consacrer entièrement aux problèmes complexes du redressement économique et financier.

Excellences, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, Chers Camarades et Compagnons d'Armes, au moment où nous célébrons dans l'allégresse le Neuvième Anniversaire de la proclamation de l'indépendance de notre pays, des guerres injustes, barbares et cruelles sont imposées à certains peuples d'Afrique et d'Asie qui aspirent à leur indépendance, c'est-à-dire leur droit imprescriptible à disposer d'eux-mêmes et à organiser leur existence nationale propre.

Dans d'autres régions, des populations sont victimes des préjugés raciaux, tandis que d'autres sont chassées ou spoliées des terres de leurs ancêtres. Notre solidarité et notre sympathie vont à tous ces peuples martyrs.

Excellences et Chers Invités, Encore une fois, je vous remercie d'avoir donné par votre présence tant d'éclat à la commémoration du Neuvième Anniversaire de la proclamation de l'indépendance de notre cher pays.

VIVE LA REPUBLIQUE !
VIVE L'AMITIÉ ENTRE TOUS LES PEUPLES !

Cette allocution, qui fut parsemée de vifs applaudissements, s'affirme être un chef-d'œuvre, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Son mérite, la précision et la clarté de propos, en concourt à la rendre plus abordable.

HOMMAGE AUX HEROS

Ces héros sont ceux qui combattirent pour la libération de la patrie, pour la préservation de l'unité nationale et la liberté du peuple. Le meilleur hommage que l'on puisse rendre aux hommes qui ont aimé leur

pays jusqu'à offrir leur sang pour sa grandeur, c'est leur faire honneur le jour où le peuple célèbre sa libération.

Ainsi fut décernée la Médaille d'Or de l'Indépendance à feu capitaine Mamadou Sissoko, ont été faits « Officiers » de l'Ordre National feu Diassolo Diarra, feu Souleymane Togo-la et feu Alhor Duld Mas-saoud.

Feu lieutenant Koniba Kourouma, feu Noumondion Diarra, feu Massaman Doumbia et feu Kororaba Gouro sont faits « Chevaliers » de l'Ordre National.

Les hommes ainsi décorés comptent parmi les nombreux maliens ne sont plus et dont l'existence fut consacrée à la recherche de la vérité et au triomphe de la liberté. Et sans aucun doute, le moment le plus pathétique de ce 22 septembre fut l'instant où debout face au peuple et au drapeau national, le lieutenant Moussa Traoré épingla sur la poitrine de l'épouse du capitaine Mamadou Sissoko, la médaille qui poussait son mari dans le rang des héros nationaux. En ce moment nous nous sommes souvenus de Birago Diop pour penser que « Les morts n'étaient point morts » et qu'ils sont présents en nous, en chaque chose pour qu'ils consacrent leur existence. Évoquer honneur et dignité, c'est évoquer le nom du capitaine Mamadou Sissoko.

Le défilé :

Mais à 10 h 30, les avions vinrent dissiper la tristesse et les yeux embués se levèrent au ciel pour voir évoluer les appareils de l'Armée Malienne. C'était là les premiers effets d'un défilé qui durera près de deux heures.

Deux heures de parade variée, plaisante, expressive et riche. Marchant, dansant, roulant et promettant, hommes et machines s'unirent pour donner le meilleur effet. La jeunesse d'abord, suivie des anciens combattants, deux pôles d'âge, les uns déclinant, les autres se préparant au combat de la vie. En 3^e position, les veuves d'anciens combattants, encore fermes comme le furent leurs maris sur le front de guerre, mais de plus en plus cernées par les ans et les soucis. Et pourtant elles restent fidèles aux idéaux qui habillèrent leurs époux : l'honneur et la justice.

Venant après les veuves de guerre, les chasseurs. Certains s'étonnent de leur présence. Nous autres savons qu'ils représentent la bravoure. Ils furent plus de 4-0. C'est là un record.

Mais plus qu'un record, la participation massive des travailleurs fut extraordinaire comme fut extraordinaire, voire miraculeuse, l'acrobatie affolante d'un pilote de l'aviation militaire. La foule était plus que séduite, elle était conquise. Le défilé avait franchi toutes les courbes de prévision.

Et lorsque les troupes se mirent en marche, lorsque les tanks et les chars s'ébranlèrent, et lorsque marchant en tête de leurs unités quelques membres du CMLN rappellèrent un peu qu'ils étaient des soldats, l'apothéose fut atteinte. La foule avait fini par être subjuguée. Il n'y avait point de souvenir pour commémorer semblable événement.

Et quand le dernier camion du génie militaire ferma le défilé, la foule ne s'élança point. C'était tout simplement magnifique ; comme un rêve — Pourtant ce n'était pas un rêve, c'était bel et bien une réalité.